

Gauche : ne plus tarder

1er juillet 2014

Pour que se lève l'indispensable grand mouvement citoyen qui donnera corps à l'alternative à gauche



Tribune cosignée

Le choc qu'a représenté la double gifle administrée aux dernières élections n'en finit plus de provoquer des réactions inquiètes, voire effarées. Va-t-on vraiment laisser la gauche s'affaiblir sans limites jusqu'à disparaître comme en Italie ?

Pour nécessaires qu'elles soient, ces réactions ont une faiblesse, celle d'être désordonnées, et partant de ne pas dégager une perspective commune et crédible de résistance et de reconquête.

La situation que nous connaissons a certainement des causes multiples. Il est donc normal qu'on cherche à les cerner, ce qui suppose que les analyses se développent, s'épaulent voire se confrontent. Mais le rythme de l'analyse n'est pas celui de l'action. Ou plutôt il n'est pleinement productif que s'il est pris dans une dynamique politique qui permette le regroupement plutôt que la culture de son point de vue propre.

Or le temps nous presse ; le retard est si grand qu'il va venir bientôt à manquer.

Il existe entre nous un point d'accord fondamental. La responsabilité principale de l'affaissement du soutien aux diverses composantes de la gauche et de l'écologie politique, de la montée de l'abstention et du renforcement de l'extrême droite, réside dans la politique Hollande-Valls. Dans sa forme, tant le reniement des promesses de campagne fut total et provocateur, jusqu'à épouser sans complexe le langage même et les formules de l'adversaire libéral. Et bien sûr sur le fond, les choix successifs durcissant au fur et à mesure la conversion complète aux politiques de la finance et du Medef, imposées y compris contre les mobilisations populaires qui les contestent, qui sont pourtant particulièrement porteuses d'avenir. Politique de l'austérité qui fait pourtant la preuve partout qu'elle est le problème, pas la solution.

A quoi il faut ajouter le rejet d'une réelle et profonde transition énergétique, pourtant immédiatement indispensable et potentiellement créatrice de profusion d'emplois non délocalisables. Et l'abandon de la quasi-totalité des réformes sociétales promises, dont l'emblématique droit de vote pour les étrangers non communautaires. Ceci enfin dans une caricature des comportements antidémocratiques d'une Ve République manifestement à bout de souffle.

Cette politique est à la racine de nos difficultés. Il faut impérativement rompre avec elle. Il faut qu'elle soit combattue sans compromis (et déjà par le rejet du budget rectificatif, comme, urgemment, par l'abandon du Traité transatlantique) sans quoi il ne restera plus qu'à tenir la chronique d'une catastrophe inévitable.

C'est ce à quoi nous appelons. Mais ces appels sont condamnés à prêcher dans le désert s'ils restent dispersés.

Nous nous devons de plus de ne pas nous cantonner au refus. Il faut donner à voir les issues possibles. Nous ne manquons pas d'idées pour les énoncer, parfois divergentes c'est vrai, mais bien plus souvent communes sur des points essentiels. Ce qui manque c'est l'affirmation que nous voulons nous y atteler ensemble et un cadre commun pour les discuter. Membres des Socialistes Affligés, d'Europe Ecologie-Les Verts, du PCF, du PG, d'Ensemble !, du Front de Gauche, de Nouvelle Donne, Féministes, Militant-e-s du mouvement social, nous appelons à agir en ce sens. Prendre ainsi nos responsabilités c'est aider à ce que se lève l'indispensable grand mouvement citoyen qui donnera corps à l'alternative à gauche. Nous ne souhaitons pas nous y substituer, mais aider au contraire à son mûrissement.

Ne plus tarder, pas une minute.

(1) Signataires : Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble !, Julien Bayou, conseiller régional EELV, Françoise Casteix, ancienne députée européenne, Nouvelle Donne, Leila Chaibi, membre du bureau national du PG, Caroline de Haas, militante féministe, François Longéras, membre du Bureau national du PG, Isabelle Lorand, membre de l'exécutif national du PCF, Elise Lowy, conseillère régionale et membre du bureau exécutif d'EELV, Philippe Marlière, politologue, co-fondateur des socialistes affligés, Myriam Martin, porte-parole d'Ensemble !, Francis Parny, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France et membre de l'exécutif national du PCF, Jean-François Pélissier, conseiller régional d'Ile-de-France, porte-parole d'Ensemble !, Danielle Simonnet, conseillère de Paris, secrétaire nationale du PG, Marie-Christine Vergiat, députée européenne, Front de gauche, Marie-Pierre Vieu présidente du groupe Front de gauche Midi Pyrénées.

Des responsables politiques membres des Socialistes affligés, d'Europe Ecologie-Les Verts, du PCF, du PG, d'Ensemble !, du Front de Gauche, de Nouvelle Donne et du Mouvement social.

url / http://www.liberation.fr/politiques/2014/07/01/gauche-ne-plus-tarder_1054620

(Reçu d'une signataire avec demande de faire connaître).